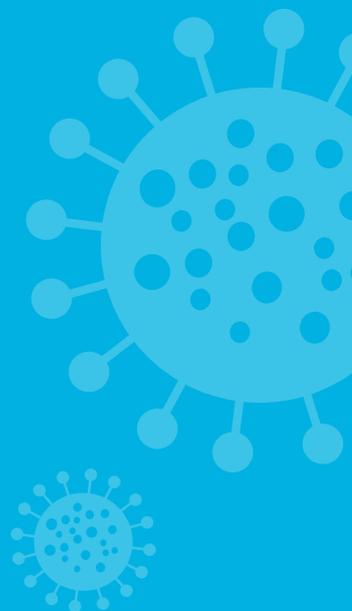


# La COVID-19 dans les villes africaines

Impacts, ripostes et recommandations politiques



© Yafya Burungu/Mathare Roots Initiative

**ONU HABITAT**  
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN



**UCLG AFRICA**  
United Cities and Local Governments of Africa  
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique  
**CGLU AFRIQUE**



**SHELTER AFRIQUE**  
Financing Affordable Housing for Africa



## LA COVID-19 DANS LES VILLES AFRICAINES

Impacts, ripostes et  
recommandations politiques

---

Publié pour la première fois par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) 2020

Tous droits réservés

**CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ :** Les appellations employées dans cette publication et l'exposé des données qui y figurent n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique d'un comté, territoire, d'une ville ou région ni de leurs autorités, ou concernant la délimitation de leurs frontières ou des limites de leur système économique ou niveau de développement.

Des extraits du présent rapport peuvent être reproduits sans autorisation, à condition que la source soit indiquée. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, des Nations Unies et de ses Etats membres.

## EQUIPE DE REDACTION

**Supervision :** Oumar Sylla, Edlam Abera Yemeru, Jean Pierre Elong Mbassi

**Contributeurs :** Claude Ngomsi, François Yatta, Dmitry Pozhidaev, Lucia Kiwala, Robert Ndugwa, Donatien Beguy, Dennis Mwaniki, Christophe Lalande, Gianluca Crispi, Marco Kamiya, Muhammad Gambo, Marios Pournaris, Jack Zulu, Yohannes Ghebru

**Edition:** Dr. Joseph Maseland

**Revision:** Xing Quan Zhang, Lucia Kiwala, Benedict Arimah, Omoayena Odunbaku

**Traduction :** Alain Ngono

**Publication :** ONU-HABITAT, FENU, UCLG-Africa, CEA

**Mise en page :** Austin Ogola

---

# Table des Matières

---

<b>Résumé Exécutif</b>	<b>1</b>
<b>Introduction</b>	<b>4</b>
<hr/>	
<b>1. L'urbanisation africaine : un énorme facteur de risque de covid-19</b>	<b>7</b>
1.1. Une urbanisation rapide et non planifiée	7
1.2. Prévalence des bidonvilles et des établissements informels	8
1.3. Accès aux services de base dans les zones urbaines	8
1.4. Emploi informel, pauvreté et inégalité	9
1.5. Densité, mobilité et marchés : Des opportunités incertaines	10
<hr/>	
<b>2. Impacts du COVID-19 sur les villes</b>	<b>12</b>
2.1. Systèmes de santé et mesures d'adaptation	12
2.2. Impacts économiques et financiers du COVID-19 dans les zones urbaines	13
2.3. Impacts potentiels sur le secteur du logement	16
2.4. Observer la distance sociale et physique	16
2.5. Les défis de la sécurité alimentaire dans les villes	17
2.6. Gouvernance et dimensions institutionnelles	18
2.7. Inégalités d'accès à l'information	18
2.8. Hausse de la vulnérabilité des femmes et des filles	19
<hr/>	
<b>3. Ripostes contre le COVID-19</b>	<b>20</b>
3.1. Les ripostes nationales en bref	20
3.2. Les ripostes des collectivités locales et régionales	21
<hr/>	
<b>4. Conclusions et recommandations</b>	<b>24</b>
4.1. Conclusions	24
4.2. Recommandations politiques	24
<hr/>	
<b>Bibliographie</b>	<b>27</b>
<b>Références</b>	<b>29</b>

## Résumé exécutif

La COVID-19, déclarée pandémie mondiale par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), paralyse l'économie mondiale, bouleversant ainsi la vie des gens et menaçant le développement durable dans toutes ses dimensions. L'Afrique fait aussi face aux conséquences désastreuses de la crise, ce qui nécessite des réponses rapides, des politiques et stratégies de redressement et de reconstruction en temps utile. Ce rapport examine les impacts, les ripostes et les perspectives liés à la COVID-19 dans le contexte des villes africaines.

**L'Afrique** connaît actuellement l'urbanisation la plus rapide au monde. La population urbaine a été multipliée par plus de dix en six décennies, passant de 53 à 588 millions de personnes entre 1960 et 2021. A l'instar des autres agglomérations urbaines dans le monde, les villes africaines sont des foyers épidémiologiques de la COVID-19. Cependant, la qualité et la nature de l'urbanisation en Afrique exacerbe les taux de transmission des maladies infectieuses comme la COVID-19 et rend le confinement et les mesures de riposte beaucoup plus difficiles.

Les facteurs de risque de COVID-19 sont aigus dans les villes africaines en partie en raison du processus d'urbanisation largement imprévu et mal géré, entraînant des établissements informels généralisés et de graves déficits d'infrastructures et de services. En 2019, près de 47% de la population urbaine africaine vivait dans des bidonvilles ou des établissements informels, ce qui représente environ 257 millions de personnes dans toute l'Afrique. Seuls 55% et 47% des citoyens africains ont respectivement accès aux

services d'assainissement de base et aux installations de lavage des mains.

En outre, la plupart des résidents urbains dépendent du secteur informel qui emploie 71% des Africains, ce qui les rend très vulnérables à la perte de revenus et incapables de respecter les restrictions et les mesures de confinement. Les villes africaines ont souvent des densités de population élevées associées à des transports publics et des marchés surpeuplés rendant ainsi la distanciation sociale presque impossible. Ces facteurs combinés font des villes africaines des foyers de COVID-19.

La COVID-19 a porté divers coups durs aux villes africaines. En raison des faibles ratios de professionnels de la santé et de lits d'hôpitaux d'une part et de l'importation de l'essentiel de son stock de médicaments d'autre part, les systèmes de santé en Afrique sont très limités dans leur riposte à la COVID-19. Les habitants des bidonvilles et des établissements informels sont confrontés à des difficultés accrues pour accéder aux services et aux produits de santé.

D'un point de vue économique, les entreprises et les secteurs urbains ont subi des réductions et des fermetures drastiques, en particulier les PME qui ont une capacité limitée à absorber les chocs.

Une perte généralisée de revenus d'emploi a été enregistrée, les travailleurs du secteur informel étant particulièrement vulnérables.

Parmi les autres défis à relever figurent les risques élevés d'expulsion et le phénomène

de sans-abris, l'insécurité alimentaire et les inégalités d'accès à l'information, en particulier chez les femmes. En tant que premiers intervenants dans la lutte contre les impacts urbains de la COVID-19, les autorités locales sont des acteurs clés dans la prise de mesures pour faire face à la crise, mais beaucoup sont confrontés à des contraintes de capacité, notamment une perte de ressources financières pouvant atteindre 60% de leurs revenus.

<sup>1</sup> World Urbanization Prospects: The 2018 Revision, in <https://population.un.org/wup/>

Pour relever rapidement et adéquatement les défis de la pandémie de la COVID-19 en Afrique à l'échelle urbaine et par le biais des gouvernements locaux, six réponses clés sont recommandées pour les interventions à court, moyen et long terme menées par les gouvernements nationaux et locaux avec le soutien de l'Union africaine, du système des Nations Unies et des communautés économiques régionales (CER), à savoir :

1. Appliquer les stratégies de communication locale et d'engagement communautaire
2. Soutenir les PME et l'économie informelle
3. Approfondir les ripostes décentralisées à la COVID-19 en renforçant les capacités des gouvernements locaux
4. Cibler les établissements informels grâce à des mesures contextualisées fondées sur des données
5. Mettre en place des mécanismes pour promouvoir un accès rapide au logement et prévenir les expulsions forcées
6. Intégrer la planification et la gestion urbaines comme priorités clés pour les stratégies de redressement et de reconstruction en vue d'une résilience à long terme.

---

<sup>1</sup> World Urbanization Prospects: The 2018 Revision, in <https://population.un.org/wup/>

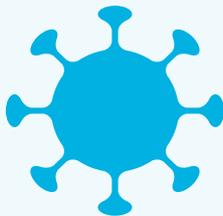


# Introduction



**Le monde est confronté à une crise sanitaire sans précédent en raison de la propagation de la COVID-19. Jusqu'à présent, le monde a enregistré plus de sept millions de cas confirmés et plus de 400 000 décès.<sup>2</sup>**

**En quelques mois seulement, la pandémie a radicalement transformé la façon dont les gens vivent, travaillent, achètent et socialisent dans le monde. Les zones urbaines sont les épicentres de l'épidémie et plus de 95% des cas confirmés de COVID-19 se trouvent dans les zones urbaines.<sup>3</sup>**



La COVID-19 a produit des effets néfastes d'une ampleur sans précédent et la pandémie va probablement déclencher une récession économique historique à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent, les mesures prises à l'échelle mondiale pour contenir la propagation de la COVID-19 ont affecté les chaînes de valeur mondiales de la fabrication, du transport, de la vente au détail et de la consommation. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la récession découlant du « Grand confinement de 2020 » devrait se situer à -3 %, contre -0,1 % lors de la crise financière mondiale de 2009<sup>4</sup>. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), on estime que 1,6 milliard de personnes employées dans l'économie informelle - soit près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale - pourraient voir leurs moyens de subsistance détruits en raison de la diminution du temps de travail provoquée par le confinement et les couvre-feux visant à freiner la propagation de la COVID-19.

**En Afrique**, où 163 699 cas positifs ont été enregistrés au 31 mai 2020<sup>5</sup>, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) a estimé que les dommages économiques, les coûts sociaux et sur le bien-être général étaient considérables. La croissance moyenne du PIB en Afrique en 2020 devrait passer de 3,2 % à 1,8 %, mais pourrait se contracter davantage. Les principaux secteurs économiques ont déjà été touchés par la chute mondiale des prix du pétrole, qui

2 Johns Hopkins University Center for Systems Science Engineering (2020) COVID-19 Dashboard; <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>

3 UN-Habitat (2020) UN-Habitat COVID-19 Response Plan; [https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/04/final\\_un-habitat\\_covid-19\\_response\\_plan.pdf](https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/04/final_un-habitat_covid-19_response_plan.pdf)

4 IMF (2020) World Economic Outlook (Chapter 1 The Great Economic Lockdown); <https://www.imf.org/~media/Files/Publications/WEO/2020/April/English/text.ashx?la=en>

5 Africa CDC Dashboard, <http://africacdc.org/covid-19/>

Le secteur informel,  
qui emploie

**71 %**

des Africains, subit de graves conséquences, notamment parce que 25 millions de personnes pourraient tomber dans l'extrême pauvreté.



représente 40 % des exportations de la région. Le secteur informel, qui emploie 71 % des Africains, subit de graves conséquences, notamment parce que 25 millions de personnes pourraient tomber dans l'extrême pauvreté. Comme partout ailleurs, les zones urbaines d'Afrique sont les principaux points chauds de la propagation de la COVID-19 et nécessitent donc une attention particulière alors que la région définit et met en œuvre une réponse continentale à la crise.

Les estimations montrent qu'environ 47% de la population urbaine africaine vivait en 2019 dans des bidonvilles ou des établissements informels, ce qui se traduit par environ 257 millions de résidents urbains vivant dans des bidonvilles ou des conditions similaires à des bidonvilles dans l'ensemble de l'Afrique (Figure 3). Ces conditions contribuent à accélérer la transmission de la COVID-19 et présentent des défis majeurs pour les mesures de riposte. Le cadre socio-économique des Nations unies pour une riposte immédiate à la COVID-19 considère le secteur urbain informel et les travailleurs indépendants comme l'un des groupes de population « à risque » connaissant un degré élevé de marginalisation socio-économique. C'est également l'avis du Groupe de travail sur la communication des risques et l'engagement de la communication au niveau régional (CREC<sup>6</sup>).

Selon cette plateforme de coordination inter-agences sur la communication des

risques et l'engagement communautaire, les populations les plus à risque sont celles qui : dépendent fortement de l'économie informelle, occupent des zones sujettes aux chocs, ont un accès inadéquat aux services sociaux ou à l'influence politique, ont des capacités et des possibilités limitées pour faire face et s'adapter, et celles qui n'ont pas ou peu accès aux technologies. Les migrants font également partie de ce groupe et, selon le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU<sup>7</sup>), le flux mondial des transferts de fonds vers les pays à faible et moyen revenu pourrait diminuer d'environ un cinquième en 2020.

Jusqu'à présent, différentes mesures ont été prises par les gouvernements nationaux, infranationaux et locaux pour contenir l'épidémie et faire face à ses répercussions sur les groupes vulnérables et les économies nationales. Leur mise en œuvre a impliqué la création des partenaires techniques, y compris le secteur privé et la société civile. Après près de deux mois de mise en œuvre des ripostes au COVID-19, certains pays parmi ceux qui ont imposé un confinement partiel ou total et des restrictions de mouvements ont annoncé des mesures de réouverture de leurs économies. La Commission économique pour l'Afrique<sup>8</sup> préconise une stratégie de sortie efficace du confinement relatif au COVID-19 pour atténuer les risques et protéger les personnes vulnérables.

La pandémie est l'occasion pour une

6 CREC (2020) COVID-19: How to include marginalized and vulnerable people in risk communication and community engagement; [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/COVID-19\\_CommunityEngagement\\_130320.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/COVID-19_CommunityEngagement_130320.pdf)

7 UNCDF (2020) COVID-19 changing the landscape for migrants and remittances; <https://www.uncdf.org/article/5606/covid-19-changing-the-landscape-for-migrants-and-remittances>

8 UNECA (2020) COVID-19: Lockdown exit strategies for Africa



nouvelle génération de multilatéralisme fondé sur le principe de subsidiarité et d'une décentralisation efficace permettant de s'assurer que l'attention aux besoins des citoyens est intégrée dans tous les mécanismes et niveaux de gouvernance. Au niveau des pays, les équipes pays des Nations Unies travaillent avec les bailleurs de fonds pour établir des partenariats avec les gouvernements nationaux et locaux, ainsi qu'avec les communautés et le secteur privé afin de s'assurer que les ODD restent sur la bonne voie et que personne n'est laissé pour compte au niveau national ou local pendant la lutte contre la COVID-19.

Conscient de l'importance de la synergie des actions, le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a demandé à la communauté internationale de se concentrer sur trois domaines d'action essentiels : 1) l'urgence sanitaire ; 2) l'impact social de la pandémie, la réponse économique et la relance ; et le « meilleur retour à la normale ».

Les capitales africaines ont prouvé qu'elles étaient les principaux points d'entrée et épencentres de la COVID-19 et elles sont désormais les plaques tournantes de la conception de la mise en œuvre et du suivi des ripostes contre la COVID-19. La pandémie COVID-19 a montré que les gouvernements africains doivent revoir leurs perspectives sur l'urbanisation et mettre en évidence les facteurs et les actions qui rendront leurs villes plus résistantes aux chocs et crises futurs.

Pour ce faire, ils doivent entreprendre des interventions qui améliorent la planification et la mise en œuvre des politiques existantes avec les autorités locales comme partenaires clés, et reconnaître le rôle stratégique de l'engagement communautaire pour lutter contre et réduire l'omniprésence des inégalités sociales et spatiales en milieu urbain.

Ce rapport examine les principaux impacts de la COVID-19 sur les villes africaines ainsi que les mesures prises jusqu'à présent pour identifier les pratiques, solutions et opportunités innovantes pour informer et améliorer les stratégies de redressement et de reconstruction actuelles et futures.

Pour y parvenir, les Nations unies ont appelé à renforcer la solidarité internationale et l'engagement politique afin de s'assurer que les populations du monde entier ont accès aux services essentiels et à la protection sociale. Il est important de renforcer la coopération internationale multisectorielle et multidimensionnelle pour soutenir les réponses des pays et de la région mais, plus important encore, pour faire progresser le redressement et la résilience socio-économiques post-pandémie.

# 1. L'urbanisation africaine : Un énorme facteur de risque de COVID-19

**Le nombre de cas confirmés de COVID-19 en Afrique est passé de 1 le 14 février à 163 599 au 31 mai 2020<sup>9</sup>. Le nombre de cas confirmés a augmenté de 2 038 %, la maladie se propageant des aéroports vers les grandes villes puis à proximité des villes secondaires et de troisième rang. Par la suite, la COVID-19 en Afrique, surtout dans ses phases initiales, est principalement une maladie urbaine. La qualité et la nature de l'urbanisation de l'Afrique présentent des défis spécifiques pour faire face à la pandémie. Le type d'urbanisation en Afrique exacerbe les taux de transmission des maladies infectieuses comme la COVID-19 et rend les mesures de confinement et de riposte difficiles. Parmi les facteurs clés de cette situation, on peut citer le rythme et l'étendue de la planification de l'urbanisation, la prédominance des établissements informels, les déficits en matière de services de base et d'infrastructures, la persistance de l'emploi informel, entre autres. Cette section met brièvement en évidence ces éléments compte tenu des implications pour les stratégies de riposte, de redressement et de reconstruction de l'Afrique.**

9 World Health Organization (WHO)

## 1.1. Une urbanisation rapide et non planifiée

Bien que l'Afrique soit encore le continent le moins urbanisé, elle s'urbanise très rapidement. Les projections démographiques des Nations unies montrent qu'en 2020, 44 % de la population totale de l'Afrique vivait dans des zones définies comme urbaines, contre seulement 19 % en 1960<sup>10</sup>. Cela se traduit par une multiplication par plus de 10, passant de 53 millions de citadins en 1960 à 588 millions en 2020. On prévoit que le nombre de résidents urbains en Afrique augmentera pour atteindre 1,5 milliard en 2050 et que l'Afrique franchira le point de basculement de 50 % de sa population urbaine vers 2035. Les villes de taille petite et moyenne sont celles qui connaissent la croissance la plus rapide et concentrent la majeure partie de la population urbaine en Afrique. En 2018, seules 221 villes africaines dépassaient les 300 000 habitants alors que plus de 10 000 villes et agglomérations comptaient moins de 300 000 habitants. Ces villes sont confrontées à des défis prononcés en matière de planification urbaine et de capacité de gestion, ce qui peut également limiter les ripostes à la COVID-19.



L'Afrique franchira le point de basculement de

**50%**

de sa population urbaine vers 2035

Historiquement, l'urbanisation a été une force de transformation du changement et est étroitement associée à la transformation structurelle, à l'innovation, à la croissance économique et à l'amélioration du bien-être. Les villes permettent l'expansion des secteurs productifs de l'économie, ce qui est important pour stimuler la croissance et la création d'emplois décents. Toutefois, en raison d'une planification et d'une gestion urbaines inadéquates et lorsque de graves déficits d'infrastructures et de services existent, avec des possibilités d'emplois productifs limitées et des logements inadéquats, l'urbanisation peut constituer un facteur de risque. La COVID-19 a clairement révélé que les caractéristiques de l'urbanisation africaine ont exacerbé la vulnérabilité des villes aux impacts de la pandémie, car nombre d'entre eux découlent de lacunes systémiques dans la planification et la gestion urbaines.

10 UNDESA, 2018

L'une des tendances révélatrices concernant l'état de la planification urbaine en Afrique est le faible nombre d'experts en planification urbaine disponibles dans la région. Selon l'ONU-Habitat et l'Association des urbanistes africains<sup>11</sup>, des pays comme l'île Maurice, le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont un nombre relativement élevé d'urbanistes agréés pour 100 000 habitants par rapport au Burkina Faso, au Malawi et à l'Ouganda. Toutefois, comparativement à l'Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis d'Amérique, les ratios d'urbanistes agréés pour 100 000 habitants sont très faibles. Cela a des implications sur le degré de planification de la croissance urbaine et favorise un développement chaotique et non planifié. Au-delà de l'expertise, et même lorsque des politiques et des réglementations d'urbanisme sont en place, la mauvaise application est également un défi majeur.

Un autre défi majeur est celui des lacunes dans le financement des investissements nécessaires dans les villes africaines en pleine croissance. Jusqu'à 93 milliards de dollars (dont environ un tiers pour la maintenance) sont nécessaires chaque année pour financer la transition urbaine en Afrique, mais ce montant présente un déficit de financement estimé à 40 %<sup>12</sup>. Les villes n'ont pas suffisamment d'autonomie pour mobiliser et utiliser les revenus ou s'endetter à long terme pour soutenir leur développement. Les villes et les gouvernements locaux ne sont pas financièrement équipés pour répondre aux besoins de la population et pour offrir de meilleures conditions de vie à tous. En outre, ils doivent maintenant faire face à la charge supplémentaire que représente la lutte contre la pandémie du COVID-19.

En outre, les autorités locales africaines et les gestionnaires des villes manquent généralement d'outils et de capacités pour gérer la fourniture équitable de services de qualité ou de moyens pour intervenir efficacement dans diverses situations de crise. Bien qu'il leur arrive d'avoir le mandat de gérer des ripostes immédiates, cela ne s'accompagne généralement pas de ressources financières, technologiques et humaines adéquates ou de cadres institutionnels et réglementaires. Cela pose de sérieux problèmes dans le contexte de l'actuelle COVID-19 et de toute épidémie infectieuse future ou de crises externes.

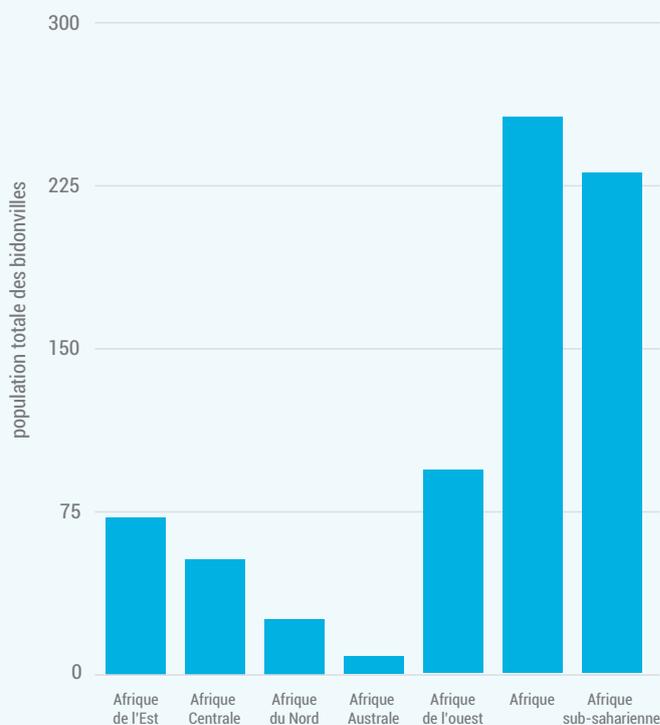
11 UN-Habitat and APA (2013) *The state of planning in Africa*; <https://unhabitat.org/the-state-of-planning-in-africa>

12 Foster, Vivien; Briceno-Garmendia, Cecilia. 2010. *Africa's Infrastructure: A Time for Transformation*. Africa Development Forum. World Bank.

## 1.2. Prévalence des bidonvilles et des établissements informels

Comme on le sait, l'informalité dans les établissements humains est très répandue dans la région. Dans les régions de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest, au moins la moitié de la population urbaine vit dans des bidonvilles ou des établissements informels. Il en est de même pour environ 3 citadins sur 5 en Afrique centrale (voir Figure 1). En chiffres absolus, l'Afrique de l'Ouest compte le plus grand nombre de résidents des bidonvilles, tandis que l'Afrique australe a le plus petit nombre, soit 94 millions et 11 millions respectivement.

Figure 1. Répartition de la population des bidonvilles en Afrique



Source: Base de données des indicateurs urbains mondiaux, ONU-Habitat, 2020

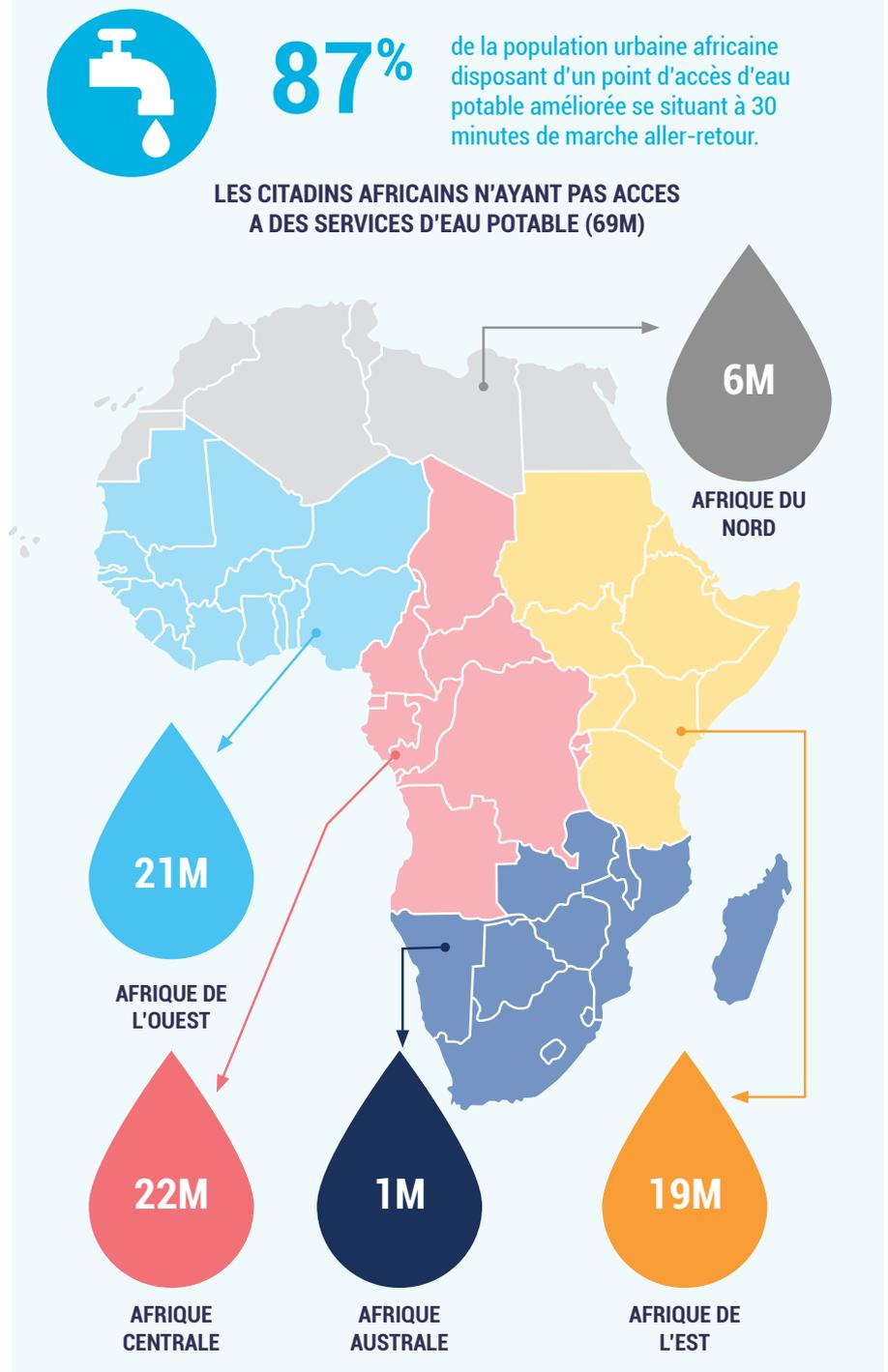
Les personnes vivant dans des bidonvilles et des quartiers informels courent un risque accru de contracter la COVID-19. Alors que la distanciation sociale et physique et le lavage des mains sont des précautions essentielles contre la propagation de la COVID-19, dans les bidonvilles urbains où l'espace est restreint, les chambres sont souvent partagées et mal ventilées, tandis que les services d'eau et d'assainissement sont inadéquats ou absents.

### 1.3. Accès aux services de base dans les zones urbaines

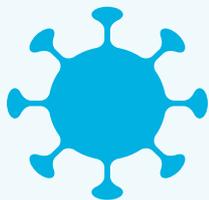
L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à d'autres installations hygiéniques est particulièrement important pour protéger les populations lors d'épidémies de maladies infectieuses. L'accès à l'eau potable est considérablement élevé dans les zones urbaines africaines. En 2017, 87 % de la population urbaine africaine totale avait accès à une eau potable améliorée dont les points de collecte ne se situaient pas à 30 minutes de marche aller-retour<sup>13</sup>. Il existe toutefois des différences régionales, l'Afrique australe ayant le niveau d'accès le plus élevé (99 %) et l'Afrique centrale le plus faible (73 %). En chiffres absolus, environ 69 millions de citoyens africains n'ont pas accès à des services d'eau potable, la plupart en Afrique centrale (22 millions), en Afrique de l'Ouest (21 millions) et en Afrique de l'Est (19 millions).

La base de données de l'ONU-Habitat montre que seulement 55 % de tous les citoyens en Afrique ont accès à des services sanitaires de base, c'est-à-dire à des installations sanitaires améliorées non partagées avec d'autres ménages (44 % en Afrique subsaharienne). L'accès aux installations d'hygiène est faible en Afrique puisque seulement 47% de tous les résidents urbains disposent d'installations de base pour se laver les mains à domicile (37% en Afrique subsaharienne). Cela pose des problèmes pour prévenir la propagation de la COVID-19 et d'autres maladies infectieuses.

Figure 2: Accès à l'eau potable en Afrique



13 UN-Habitat (2020) Urban Indicators Database



81%

des habitants ont déjà subi une perte totale ou partielle de leur emploi et de leurs revenus à cause de la COVID-19.

Selon une enquête menée le 22 avril 2020 dans cinq bidonvilles de Nairobi

## 1.4. Emploi informel, pauvreté et inégalité

L'informalité, le sous-emploi et la nature précaire des emplois touchent presque tous les Africains en âge de travailler et la plupart des emplois sont des emplois indépendants (80% en Afrique)<sup>14</sup>.

Le secteur informel est le pilier de 71 % du travail des Africains<sup>15</sup>. Cela représente une menace importante pour les familles, les exposant à l'insécurité alimentaire et sanitaire.

Les mesures de confinement, telles que les fermetures, les couvre-feux et les quarantaines obligatoires, sont extrêmement difficiles à appliquer dans les villes africaines où la plupart des gens dépendent du travail informel occasionnel, dans un contexte où les revenus quotidiens couvrent les dépenses essentielles.

Contrairement aux habitants des pays dont l'économie est plus avancée, les travailleurs de l'économie informelle des pays en développement ne bénéficient pas d'une protection sociale ni de mécanismes de soutien en cas de perte de leurs moyens de subsistance. Ils ne disposent ni de filets de sécurité ni de revenus alternatifs. Ils manquent souvent d'argent liquide et ne peuvent constituer de stocks de nourriture. Nombre d'entre eux ont besoin d'une aide publique, en espèces ou en nature, pour survivre. Selon une enquête menée le 22 avril 2020 dans cinq bidonvilles de Nairobi, 81 % des habitants ont déjà subi une perte totale

ou partielle de leur emploi et de leurs revenus à cause de la COVID-19. Mais les gens ont des dépenses récurrentes pour la nourriture, l'énergie, l'eau et même dans les bidonvilles, le loyer est toujours dû à la fin du mois<sup>16</sup>. Les risques d'expulsion du logement par manque de revenus et les arriérés de loyer qui en découlent sont donc élevés. En Afrique, la proportion de personnes en situation de location peuvent atteindre jusqu'à 70% dans les zones urbaines.

Avec près de la moitié des Africains vivant encore avec moins de 1,25 dollars des Etats-Unis par jour<sup>17</sup>, la pauvreté est une caractéristique dominante des villes du continent. Les inégalités restent un défi majeur et l'Afrique du Sud présente le niveau d'inégalités de revenus le plus élevé au monde. Sur les 19 pays les plus inégaux en termes de revenus dans le monde, 10 se trouvent en Afrique. En outre, l'inégalité est positivement corrélée à la taille des établissements urbains, les grandes villes étant caractérisées par des niveaux d'inégalité plus élevés. Du point de vue du développement économique, l'urbanisation apporte au PIB une valeur nettement inférieure en Afrique qu'en Asie et la croissance actuelle du PIB ne se traduit pas par une amélioration correspondante de la qualité de vie. La pauvreté et les inégalités persistantes posent également des défis pour l'endigement de la COVID-19 et les ripostes à y apporter compte tenu des revenus et autres privations sous-jacents.



© Shutterstock.com

14 Oxfam (2019), A tale of two continents. Fighting inequality in Africa

15 ECA (2020) COVID-19 in Africa: Protecting Lives and Economies

16 <https://covid19africawatch.org/urbanization-and-covid19-in-africa/>

17 UN (2017) Africa Renewal. Combating Africa's inequalities

## 1.5. Densité, mobilité et marchés : Des opportunités incertaines

Les zones urbaines de plus de 500 000 habitants présentent généralement des densités de population plus élevées, des densités d'agglomération plus importantes et un surpeuplement, qui présentent tous des risques accrus d'exposition à la COVID-19. Les trois plus grandes villes africaines, Le Caire, Kinshasa et Lagos, ont des densités de population supérieures à 12 000 personnes par km<sup>2</sup>, mais moins de surface bâtie par habitant avec seulement 54 m<sup>2</sup>. En revanche, une petite ville comme Maxixe au Mozambique, dont la population est inférieure à 100 000 habitants, a une densité de population moyenne d'environ 1 300 personnes par km<sup>2</sup> et une surface bâtie de 528 m<sup>2</sup> par habitant (voir Figure 2). Les densités plus faibles se traduisent par une congestion nettement moindre et un risque d'exposition plus faible à la COVID-19. Les conditions de densité qui prévalent, ainsi que la force des liens avec les sources d'infection (par exemple, les voyages internationaux) pourraient expliquer les

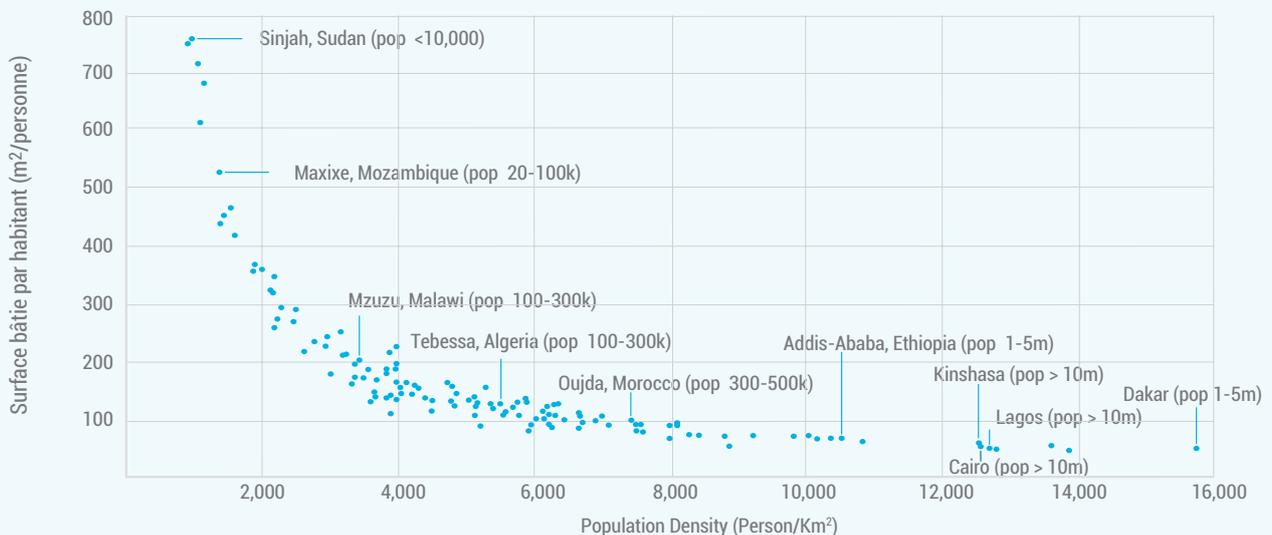
variations importantes actuelles des cas de COVID-19 signalés. Par exemple, Lagos représente environ 42,5 % du nombre total de cas au Nigeria (2 624 sur 6 175 cas signalés au 19 mai 2020) contre zéro cas à Maxixe au Mozambique.

Malgré les efforts des gouvernements pour améliorer la mobilité en Afrique en introduisant des transports de masse et économes en énergie, comme le métro léger à Addis-Abeba, les tramways à Casablanca, le métro souterrain au Caire, le Transport rapide par bus (BRT) à Dar Es Salaam et la promotion de l'utilisation massive de la bicyclette à Ouagadougou, plusieurs défis restent à relever. Les systèmes de mobilité urbaine en Afrique sont fragmentés dans leur couverture, le service est médiocre, la conception des routes exclut généralement les modes non motorisés et les piétons, et les systèmes de sécurité routière présentent des lacunes. En l'absence d'options de transport public de grande capacité, la mobilité dans les villes africaines

dépend des services informels de faible à moyenne capacité, en particulier les minibus et les motos. Aux heures de pointe, ces véhicules de service public urbain sont généralement surchargés, ce qui rend impossible toute distanciation sociale pendant les pandémies.

Les marchés urbains jouent un rôle clé dans l'économie locale et la création de revenus. Ce sont des espaces de sociabilité, de rencontres, de fourniture de services et de marketing, en plus de la vente de biens et de la production. Dans les villes africaines, les marchés en plein air sont généralement mal conçus et souvent informels. Les gens utilisent des installations sanitaires inadéquates, l'eau propre est rare et les réservoirs d'eau sont absents, les connexions électriques ne sont pas fiables, les équipements de sécurité incendie font défaut, les allées sont étroites et l'espace entre les vendeurs est limité. Ces marchés surpeuplés favorisent la propagation des maladies transmissibles.

Figure 3: Répartition de la densité de population et de la surface bâtie par habitant dans quelques villes



Source : Base de données des indicateurs urbains de l'ONU-Habitat, 2020

## 2. Impacts de la COVID-19 sur les villes

Les villes sont le moteur du développement et de la croissance économique nationale. La productivité des villes africaines est beaucoup plus élevée que celle des zones rurales, par rapport à d'autres régions du monde. Par conséquent, en comparaison, les impacts sur les villes africaines sont plus importants en raison du confinement induit par la COVID-19 dans les principales agglomérations urbaines de la région. Les villes africaines abritent plus de 588 millions de personnes, mais la pandémie du COVID-19 a un impact bien plus important que ces chiffres en raison de la forte implication des zones rurales et des liens entre les zones urbaines et rurales.

Bien que la productivité urbaine soit beaucoup plus élevée en Afrique, le niveau de développement économique global des villes est faible car les infrastructures sont à la traîne. La pandémie du coronavirus révèle une série de points faibles des aspects économiques et sociaux des villes africaines. Ce chapitre examine les impacts économiques et sociaux de la COVID-19 sur les villes africaines.

### 2.1. Systèmes de santé et mesures d'adaptation

La capacité de l'Afrique à contenir efficacement la pandémie dépendra en grande partie des réponses proactives et de la résilience de ses systèmes de santé. Alors que le seuil mondial pour les professionnels de la santé est de 23 pour 10 000 habitants, 13 des 47 pays africains comptent moins de cinq professionnels de

la santé pour 10 000 habitants<sup>18</sup>. En outre, l'Afrique a des ratios de lits d'hôpital et d'unités de soins intensifs (USI) inférieurs à ceux des autres régions. En moyenne, l'Afrique compte 1,8 lit d'hôpital pour 1 000 habitants, contre près de 6,0 en France. En outre, 94 % du stock total de produits pharmaceutiques de l'Afrique est importé<sup>19</sup>. Avec les restrictions croissantes ou les interdictions totales d'exportation des équipements essentiels contre la COVID-19, l'épidémie de COVID-19 met en péril l'accès de l'Afrique à ce matériel médical vital. Les habitants des villes africaines, en particulier ceux qui vivent dans des bidonvilles et des établissements informels, sont confrontés à des difficultés d'accès aux services et produits de santé, notamment en raison de la perte de revenus liée à l'épidémie de COVID-19.

Les gouvernements africains ont identifié et réorienté des ressources financières pour créer des installations de soins médicaux supplémentaires, y compris des hôtels reconvertis et d'autres installations pour les confinements de groupe. Les entrepreneurs et les gouvernements africains ont également lancé leur propre production de masques faciaux et de matériaux d'assainissement afin de réduire les lacunes rencontrées. Les personnes et les institutions des villes et des villages s'adaptent progressivement à la poursuite de leurs activités quotidiennes en gardant à l'esprit la COVID-19.

L'Afrique a également bénéficié des interventions internationales et internes du secteur privé dans la riposte à la pandémie COVID-19. Le milliardaire chinois et propriétaire d'Alibaba, Jack ma, a fait don à l'Afrique de 6 millions de masques faciaux, de 1,1 million de kits de dépistage et de 60 000 équipements de protection. Au Nigeria, le secteur privé organisé comme la Guarantee Trust Bank (GTB) a construit et transféré des centres d'isolement équipés d'installations médicales de pointe au gouvernement de l'État de Lagos. D'autres donateurs notamment des citoyens éminents ont emboîté le pas avec de généreux dons financiers à l'État central et aux gouvernements locaux pour lutter contre la pandémie.

Figure 4: Nombre de lits d'hôpital pour 1000 personnes



18 [https://www.who.int/workforcealliance/knowledge/resources/GHWA-a\\_universal\\_truth\\_report.pdf?ua=1](https://www.who.int/workforcealliance/knowledge/resources/GHWA-a_universal_truth_report.pdf?ua=1)

19 <https://www.aetnainternational.com/en/about-us/explore/living-abroad/culture-lifestyle/health-care-quality-in-africa.html>

## 2.2. Impacts économiques et financiers de la COVID-19 dans les zones urbaines

### 2.2.1. La croissance contractée des économies urbaines

Les villes africaines représentent plus de 50 % du PIB de la région<sup>20</sup>. Au niveau des pays, les statistiques sont encore plus élevées (plus de 70 %) pour des pays comme le Botswana, le Soudan et la Tunisie. Ainsi, la contribution économique des villes en termes de croissance, d'emplois et de revenus est bien plus élevée en Afrique que leur part dans la population nationale. Compte tenu de leur rôle central dans le développement urbain, le choc économique résultant de la pandémie du COVID-19 a un impact en cascade sur les villes et leurs fonctions, et inversement.

En général, les économies urbaines connaissent une croissance plus rapide en raison de leur concentration de secteurs modernes et à plus forte productivité, tels que l'industrie manufacturière, les services, les télécommunications, les transports, etc. En tant que principaux centres économiques dans la plupart des pays africains et dont la croissance est généralement supérieure à la moyenne nationale, les villes principales connaîtront des impacts économiques prononcés en raison des mesures de confinement et de restriction des mouvements. Ainsi, la contraction économique sera plus prononcée dans les économies locales où la part des activités échangeables, en particulier les industries manufacturières et les services, est plus importante et où la contribution du secteur informel au PIB

ou à la VAB (Valeur ajoutée brute) est, toutes proportions gardées, plus élevée,

Par exemple, Johannesburg et Lagos, deux villes où la part du secteur commercial est la plus élevée et qui sont les principales portes d'entrée des Investissements directs étrangers (IDE) en Afrique, devraient connaître une croissance négative. Nairobi a également une part plus importante du secteur commercial et, en tant que point d'accès secondaire africain pour les IDE, elle devrait se contracter de 5 %. Les deux autres villes de l'échantillon connaîtront une baisse de 3 à 4 %. La contraction de l'économie urbaine réduira directement les recettes municipales, ce qui entraînera une diminution des ressources financières pour la fourniture de services urbains (voir Figure 4).

### 2.2.2. Réduction importante des emplois et des moyens de subsistance en milieu urbain

En mars 2020, l'OIT (2020) a prévu que la COVID-19 pourrait entraîner la perte d'environ 25 millions d'emplois. Cependant, la situation réelle semble plus grave et les pertes d'emplois réelles pourraient être nettement plus élevées. Les secteurs urbains, en particulier l'industrie manufacturière et les services, qui représentent actuellement 64 % du PIB africain, devraient être durement touchés par la COVID-19, avec des pertes substantielles d'emplois productifs.

Les Petites et moyennes entreprises (PME), qui représentent 80 % de l'emploi total, sont particulièrement vulnérables à l'impact de la pandémie au regard de leur capacité limitée à absorber les chocs

Figure 5: Croissance projetée et croissance en période COVID-19 dans certaines villes primaires africaines



Source: Calculs du FENU basés sur les statistiques nationales et les projections de croissance du FMI

20 <https://www.aetnainternational.com/en/about-us/explore/living-abroad/culture-lifestyle/health-care-quality-in-africa.html>

systemiques. Les petites entreprises du commerce, de l'hôtellerie, du tourisme et de l'industrie manufacturière sont particulièrement touchées. Environ 90 % d'entre elles prévoient une diminution d'au moins 10 % de leurs revenus en 2020 par rapport à 2019<sup>21</sup>. 85 % des PME ougandaises disposent d'une couverture en espèces suffisante pour trois mois d'activité ou moins - une situation typique sur le continent<sup>22</sup>. Etant donné que cela fait presque trois mois que de nombreux pays sont entrés en confinement, confinements les perspectives de reprise pour ces entreprises s'amenuisent rapidement car elles risquent de perdre leurs actifs, leurs travailleurs, leurs clients et leurs parts de marché.

Le secteur informel représente entre 35 et 50 % de la valeur ajoutée. Entre 60 et 80 % de l'emploi en Afrique sera également durement touché, ce qui entraînera une perte de revenus pour

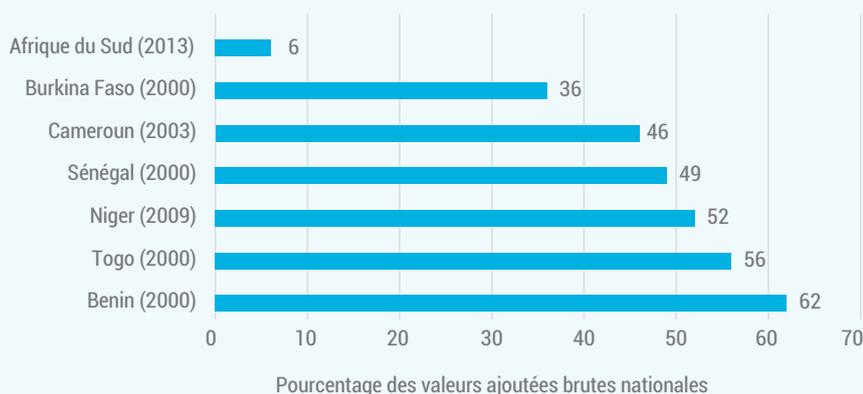
beaucoup (voir Figure 4)<sup>23</sup>. Les risques sont aggravés par une hausse probable du coût de la vie due aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, qui menacent les moyens de subsistance et le bien-être social de millions d'Africains qui dépendent des petites entreprises ou du secteur informel pour leur survie quotidienne. Étant donné que la plupart des personnes qui travaillent dans l'économie informelle sont des femmes et des jeunes filles, en particulier dans des professions peu rémunérées comme les commerçants, où les femmes représentent 70 % ou plus, les disparités entre hommes et femmes fondées sur les normes sociales et les stéréotypes sexistes risquent de s'aggraver. Cette situation est également liée à un risque accru de violence et de harcèlement au travail et de stigmatisation de certaines catégories de travailleurs (par exemple, les immigrants et les handicapés).

### 2.2.3. Réduction de la marge budgétaire locale

La marge budgétaire des gouvernements locaux comporte trois composantes principales : (a) les recettes propres, (b) les transferts fiscaux des niveaux supérieurs de gouvernement, et (c) les emprunts. De nombreuses activités économiques sont concentrées dans les zones urbaines et constituent une source de revenus essentielle pour le gouvernement central. Mais trop souvent, les flux de revenus vers les villes sont faibles. Par conséquent, il est courant de voir des villes en situation de sous-financement en Afrique et leur manque de marge budgétaire pour les crises sanitaires comme la pandémie du COVID-19 aggrave clairement la situation. Les simulations basées sur les données de l'Observatoire des finances locales en Afrique montrent que les collectivités locales africaines devraient connaître, en moyenne, une baisse des finances locales de l'ordre de 65 % dans la première simulation (scénario le plus défavorable) et jusqu'à 30 % dans la seconde (scénario le plus favorable). Cela suggère que, si les tendances actuelles se poursuivent, les autorités locales pourraient perdre jusqu'à deux tiers de leurs ressources financières.

Toutefois, ces moyennes cachent de fortes disparités régionales. La Figure 5 montre l'impact prévu de la COVID-19 sur les finances des autorités locales par région : pour l'Afrique de l'Est, 51 dollars des Etats-Unis par habitant et pour l'Afrique du Nord, 150 dollars des Etats-Unis par habitant. Ces deux régions affichent également les plus fortes baisses dans le meilleur des cas, en supposant que les subventions des gouvernements nationaux soient maintenues dans les niveaux actuels.

**Figure 6: Contribution de la production du secteur informel à la Valeur ajoutée brute (VAB) non agricole**



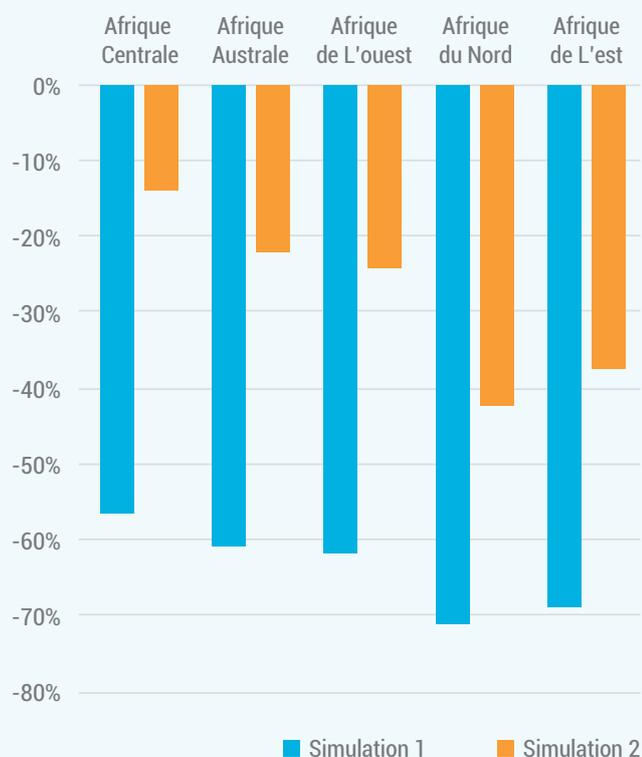
Source: FENU d'après Fourie, Frederick. (2018), *Le secteur informel sud-africain : Créer des emplois, réduire la pauvreté*. Le Cap: HSRC Press.

21 Stats SA 2020, UNCDF2020a.

22 UNCDF 2020a

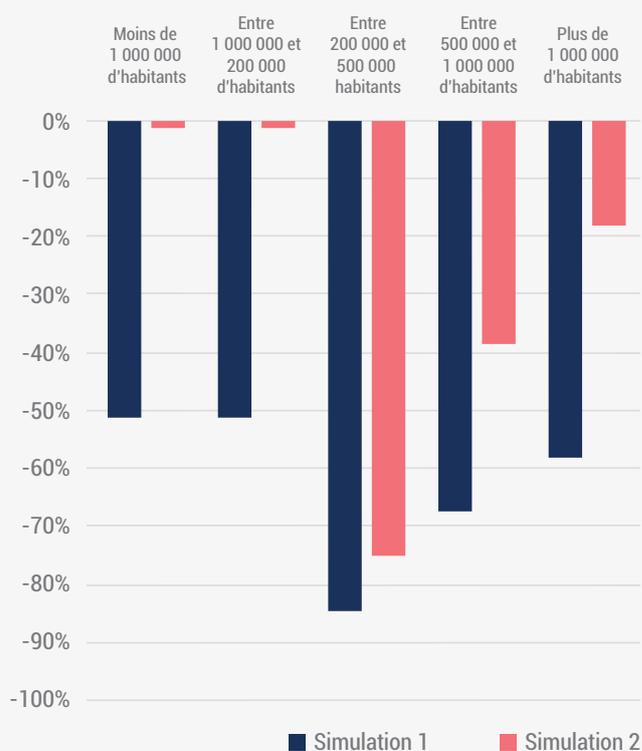
23 See the results of the Ecolog studies.

**Figure 7: Impact moyen sur les finances des gouvernements locaux et régionaux dans les cinq régions d'Afrique**



Source: Données de CGLU, Observatoire des finances locales en Afrique

**Figure 8: Impact sur l'investissement en capital des collectivités locales et régionales par taille de population**



Source: Données de l'Observatoire des finances locales en Afrique du CGLU

L'Afrique centrale (21 dollars des Etats-Unis par habitant) devrait connaître les plus faibles baisses dans les deux scénarios parmi les cinq régions, ce qui reflète une contribution plus faible du secteur informel et/ou l'impact des nombreuses exemptions dont bénéficient les entreprises formelles.

Les sources de revenus seront particulièrement touchées incluent : les permis et les redevances, les taxes sur les services locaux, les frais d'utilisation, les impôts fonciers et les autres revenus (par exemple, loyers des propriétés municipales, amendes, etc.) ; ceux-ci devraient diminuer d'environ

50 %<sup>24</sup>. Certaines de ces recettes sont intentionnellement abandonnées par les gouvernements locaux dans le cadre d'un plan d'aide à l'économie locale, tandis que les autres ont chuté précipitamment en raison de la baisse de l'activité économique.

Le second élément est constitué par les dépenses d'investissement des gouvernements locaux (en moyenne 28 dollars par habitant), basées sur les transferts du gouvernement central. Les impacts de la COVID-19 vont de moins 63%, si la situation actuelle se poursuit, à moins 26% pour un scénario optimiste. Compte tenu des budgets

d'investissement limités en temps normal, il est plus que nécessaire que les gouvernements nationaux accordent des subventions spéciales consacrées à l'investissement.

La Figure 6 montre que les villes de moins de 200 000 habitants sont les plus touchées. Le fait que les variations des dépenses d'investissement dans les deux simulations couvrent exactement la variation du nombre de subventions du gouvernement national montre que ces petites villes n'ont aucune capacité d'investissement. Toutes les ressources financières sont utilisées pour le fonctionnement des services publics.

Les villes petites et moyennes, dont la taille varie entre 0,2 et 0,5 million d'habitants, enregistreront la plus grande baisse des ressources financières en raison à la fois de la diminution des subventions et des transferts du gouvernement national d'un côté et de la faiblesse des ressources propres de l'autre.

### 2.3. Impacts potentiels sur le secteur du logement

Un logement adéquat est essentiel pour la distanciation sociale et des bonnes pratiques d'hygiène. La pandémie du COVID-19 frappe donc plus durement les personnes vivant dans les quartiers informels et les sans-abris, exacerbant ainsi la gravité des crises du logement préexistantes qui affectent déjà des millions de personnes en Afrique. Alors que les villes appliquent les restrictions de mouvement et suspendent les activités économiques au quotidien, rester à la maison n'est pas toujours une option pour tous. Les sans-abris sont particulièrement vulnérables aux pandémies de santé et ont souvent des problèmes de santé préexistants.

L'impact de la COVID-19 sur les revenus et l'emploi, en particulier pour les travailleurs à faible revenu et ceux du secteur informel, entraînera des défauts de paiement de prêts hypothécaires et des arriérés de loyers et pourrait conduire à des expulsions forcées. Au Kenya, 30,5 % des ménages n'ont pas pu payer leur loyer en raison de pertes d'emploi imputables à la COVID-19.<sup>25</sup> Dans toute l'Afrique, les gouvernements cherchent à protéger les

Au Kenya,

**30,5%**

des ménages n'ont pas pu payer leur loyer en raison de pertes d'emploi imputables à la COVID-19.



© UN-HABITAT/Kirsten Milhahn

personnes les plus vulnérables contre la pandémie. Le Ghana, la Guinée et le Gabon ont annoncé que le gouvernement couvrira les factures d'eau de ses citoyens tout en assurant un approvisionnement stable en eau et en électricité. L'Afrique du Sud et le Kenya améliorent l'accès à l'eau dans les établissements informels et dans les zones rurales en fournissant des réservoirs d'eau, des bornes-fontaines et en plaçant des désinfectants dans les espaces publics. Le Gabon et la Guinée ont demandé la suspension des frais de location pour les ménages vulnérables.

Le manque de données sur les locataires et la gestion des loyers et des hypothèques limitent les subventions au logement prévues par certains pays africains en réponse à la COVID-19. Au Gabon, l'insuffisance de l'information publique sur les critères de subvention a

affecté la mise en œuvre des subventions aux loyers et au remboursement des prêts hypothécaires, ce qui soulève la question du manque de transparence. En Guinée, en raison du manque de données fiables, le gouvernement<sup>26</sup> n'a pas été en mesure d'estimer le montant total requis pour les subventions au loyer indiquées dans le Plan national de riposte contre le COVID-19.

Cependant, la crise sanitaire actuelle ouvre également des perspectives pour un nouveau type de reprise qui se concentre sur la création d'une société différente. Elle offre à la *Décennie d'action* l'occasion de fixer et d'atteindre de nouveaux jalons en matière de réduction des inégalités et des niveaux de pauvreté et de progresser vers l'accès à un logement convenable pour tous ainsi que vers le respect progressif des droits de l'homme universels partout dans le monde.

### 2.4. Observer la distance sociale et physique

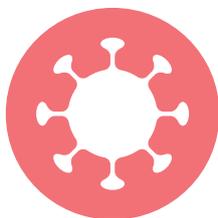
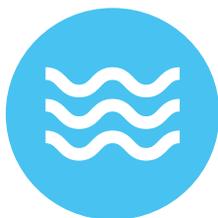
Dans le cadre de leurs plans de riposte à la pandémie de la COVID-19, les gouvernements nationaux et municipaux africains ont mis en place des restrictions sur les déplacements et la socialisation. Toutefois, dans de nombreux endroits, ces restrictions ne sont que partiellement respectées et l'affichage de directives de distanciation sociale est une pratique courante et inquiétante. La nécessité pour de nombreux résidents urbains de gagner leur revenu quotidien pour payer le loyer, la nourriture, les frais de scolarité, les factures d'hôpital et autres dépenses est un défi évident à l'application des restrictions de mouvement et de proximité physique.

25 Survey on Socio Economic Impact of COVID-19 on Households Report; <https://www.theelephant.info/documents/knbs-survey-on-socio-economic-impact-of-covid-19-on-households-report/>

26 Primature (2020) Plan de riposte économique à la crise sanitaire COVID-19, République de Guinée



La pandémie du COVID-19 exacerbe également les crises parallèles en cours, telles que l'invasion de criquets et les inondations en Afrique de l'Est, la situation de Boko Haram dans la région du lac Tchad et l'insécurité dans la région du Sahel.



## 2.5. Les défis de la sécurité alimentaire dans les villes

La pandémie du COVID-19 exacerbe également les crises parallèles en cours, telles que l'invasion de criquets et les inondations en Afrique de l'Est, la situation de Boko Haram dans la région du lac Tchad et l'insécurité dans la région du Sahel. Selon la mise à jour de mai 2020 sur l'épidémie du COVID-19 par le Plan mondial de riposte humanitaire, on estime qu'en 2019, environ 135 millions de personnes ont connu une insécurité alimentaire aiguë et 183 millions supplémentaires étaient au bord d'une crise alimentaire, dont environ 60 % dans les seuls pays africains<sup>27</sup>. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales, régionales et nationales sont perturbées par les restrictions de mobilité actuelles. Les exportateurs et les détaillants de produits alimentaires ainsi que les vendeurs de semences, d'engrais et d'insecticides voient leur activité et leurs revenus diminuer. Il en va de même pour les exploitants de restaurants et de bars. Les pays enclavés sont touchés par les pénuries et les retards dans les importations de denrées alimentaires et par la baisse des revenus générés par le commerce alimentaire.

Le citadins pauvres, groupe de population le plus touché par les restrictions liées à la COVID-19 en termes de sécurité alimentaire, n'ont pas les moyens de s'acheter de gros stocks de nourriture pour leur subsistance. Il existe trois principaux canaux par lesquels cette réduction s'est opérée. Le premier canal a été la réduction des revenus des ménages en raison du blocage des personnes travaillant dans le secteur informel, en particulier les travailleurs

indépendants ayant de faibles revenus et ne disposant d'aucun système de filet de sécurité dans leur type d'emploi. Le deuxième canal a été les changements de prix des différents types de denrées alimentaires résultant d'une baisse de l'offre et entraînant une pénurie, d'autant plus que dans de nombreux pays, les autorités sanitaires ont indiqué à l'ensemble de la population que les fruits et légumes sont essentiels pour renforcer l'immunité à la COVID-19. Les prix des aliments à longue durée de conservation ont également augmenté en raison de la ruée des ménages à revenus élevés pour acheter et accumuler des stocks de réserve afin de se prémunir contre la faim et l'incertitude liée au confinement. Le troisième canal a été le fait que tous les écoliers et les jeunes chômeurs sont à la maison en même temps, 24 heures sur 24. Cette situation entraîne une dépendance accrue à la nourriture du ménage le long de la journée. En conséquence, dans les ménages aux revenus les plus faibles, où les piliers de la famille sont généralement employés dans le secteur informel, avec un salaire journalier ou hebdomadaire, a vu apparaître une réduction du nombre de repas de trois par jour à un ou deux repas maximum par jour.

De nombreux pays africains assurent désormais l'approvisionnement en denrées alimentaires essentielles des ménages vulnérables en ciblant principalement les établissements informels urbains. Ces interventions visent également à garantir l'accès des populations aux filets de sécurité mais aussi à réduire les tensions sociales qui pourraient déclencher des émeutes de la faim et d'autres crises de sécurité. Les autorités municipales

27 2020 edition of the Global Report on Food Crises

et les gouvernements et institutions locaux doivent être soutenus par leur gouvernement central dans des approches progressives et fondées sur des données pour aider les personnes vulnérables et pour équilibrer les priorités liées à la surveillance, aux vies et aux moyens de subsistance.

## 2.6. Gouvernance et dimensions institutionnelles

### 2.6.1. Aperçu de la gouvernance

Malgré tous ses défis, la pandémie de COVID-19 a également le potentiel de transformer la gouvernance urbaine. La crise sanitaire actuelle a mis en évidence le rôle essentiel des gouvernements nationaux dans la réponse aux situations d'urgence dans les villes, ainsi que le rôle tout aussi crucial des gouvernements infranationaux et locaux dans la lutte contre la pandémie au niveau local. La COVID-19 a catapulté les acteurs non étatiques (sociétés civiles, organisations communautaires et religieuses et secteur privé) dans des rôles de premier plan qui ont souligné la valeur de la coopération sociétale. Elle a mis en évidence l'importance de la coordination et de la coopération entre les différents niveaux de gouvernement et les institutions sectorielles.

### 2.6.2. Coordination et coopération entre les niveaux de gouvernement et les institutions sectorielles

La coordination et la coopération entre les différents niveaux de gouvernement sont essentielles pour répondre aux situations

d'urgence et aux crises. Plusieurs gouvernements africains ont mis en place des structures institutionnelles pour coordonner les actions, tant verticalement qu'horizontalement, entre les institutions sectorielles et les ministères. Ces structures comprennent des groupes de travail tels que le Comité technique national de surveillance des coronavirus de Guinée équatoriale, le Comité ministériel national contre la COVID-19 d'Éthiopie, le Comité consultatif scientifique et stratégique présidentiel d'Ouganda et les groupes de travail présidentiels sur la COVID-19 d'autres pays. En Afrique du Sud, des associations intergouvernementales telles que l'Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud (SALGA) ont été sollicitées pour diffuser des informations, soutenir ses municipalités membres et défendre leurs intérêts auprès du gouvernement national. Le Kenya a mis en place des mécanismes de collaboration entre le gouvernement national et les gouvernements régionaux.

## 2.7. Inégalités d'accès à l'information

Les défis posés par l'épidémie de COVID-19 vont au-delà du système de santé. Elle restreint la mobilité, réduit l'interaction sociale et génère de nouvelles formes d'inégalité de l'information comme, par exemple, l'accès des étudiants à l'internet, aux ordinateurs ou à la télévision pour suivre des cours en ligne. En Afrique, le groupe Statista<sup>28</sup> a observé qu'il y avait près de 55,3 millions de foyers équipés de la télévision en 2015, un chiffre qui devrait atteindre près de 75 millions d'ici 2021. En Afrique de l'Est, avec une population totale de 146,9 millions d'habitants en 2014 et 33,6 millions de foyers, le taux de pénétration de la télévision n'était que de 23 %<sup>29</sup>. L'utilisation limitée de la plate-forme télévisuelle plaide en faveur de l'internet et des téléphones mobiles. Mais les utilisateurs d'Internet en Afrique sont encore relativement peu nombreux, avec un taux de pénétration de 39,3 %. Au Nigeria, la première économie et le pays le plus peuplé, le taux de pénétration de l'internet n'est que de 47 %<sup>30</sup>.

Mais les utilisateurs d'Internet en Afrique sont encore relativement peu nombreux, avec un taux de pénétration de

**39,3%**



© Shutterstock.com

28 <https://www.statista.com/statistics/287739/number-of-tv-households-in-sub-saharan-africa/>

29 <https://advanced-television.com/2015/04/17/east-africa-tv-penetration-23/>

30 <https://www.statista.com/statistics/484918/internet-user-reach-nigeria/>

## 2.8 Hausse de la vulnérabilité des femmes et des filles

Alors que la pandémie frappe les pays à faible et moyen revenu de la région, il est essentiel que la riposte tienne compte des inégalités sous-jacentes qui font courir un risque encore plus grand aux femmes et aux filles. Les dures réalités de l'inégalité des sexes sont particulièrement évidentes dans les bidonvilles où la population est la plus à risque et la moins préparée.

La plupart des pays ont riposté à la COVID-19 par des décrets de mise en confinement, des fermetures et des mesures visant à réduire la propagation. Mais les habitants des villes, en particulier ceux des bidonvilles, ont du mal à s'y conformer, car leurs logements surpeuplés sont souvent dépourvus des services de base, comme l'eau et l'assainissement. Pour les femmes et les filles des bidonvilles, les difficultés sont encore plus grandes, car elles sont confrontées à une augmentation de la violence domestique (déjà signalée) et le travail domestique non rémunéré.<sup>31</sup>

Les femmes âgées de 15 à 49 ans sont surreprésentées dans les bidonvilles et les zones assimilables à des bidonvilles dans 80 % des 59 pays en développement

Les femmes âgées de 15 à 49 ans sont surreprésentées dans les bidonvilles et les zones assimilables à des bidonvilles dans 80 % des 59 pays en développement (ONU-Habitat/ONU-Femmes, 2019).<sup>32</sup> À Kibera, au Kenya, le quatrième bidonville le plus peuplé du monde - et où les cas

de COVID-19 sont les plus nombreux en Afrique de l'Est - on compte 116 femmes pour 100 hommes. Au Gabon, au Ghana et au Lesotho, on compte plus de 120 femmes pour 100 hommes (Source, ONU-Habitat, 2020)<sup>33</sup>. Les femmes des bidonvilles sont plus mal loties que leurs homologues masculins des bidonvilles et que les autres femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, aux services de santé, à un logement sûr et à l'éducation. La COVID-19 et ses suites ne devraient qu'aggraver ces effets et accroître l'extrême pauvreté (BM, 2020)<sup>34</sup>.

Les femmes résidant dans les bidonvilles ont tendance à être mal payées,

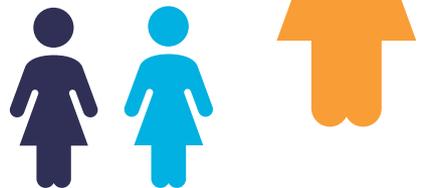
exploitées, à exercer comme temporaire et à faire des travaux épuisants, ce qui les rend plus susceptibles d'être des « travailleuses pauvres » (employées mais gagnant moins de 1,90 \$ par jour). Nombre d'entre elles sont des travailleuses domestiques qui ne peuvent pas rendre des services à distance, perdant ainsi le revenu qui leur permettait de nourrir leurs familles.

Il est donc essentiel que la riposte reconnaisse les inégalités sous-jacentes qui mettent les femmes encore plus à risque. Il est conseillé de rester à la maison, de se laver les mains, de maintenir une bonne hygiène et de pratiquer la distanciation sociale. Cependant, 1,2 milliard de citoyens dans le monde n'ont pas accès à des installations d'hygiène et de lavage des mains et 2,2 milliards de citoyens n'ont pas accès à des installations sanitaires gérées de manière sûre. Dans le bidonville de Kibera, les habitants disposent d'une latrine pour 50 à 150 personnes.<sup>35</sup>

En fin de compte, les personnes les plus touchées par la pandémie seront celles qui seront confrontées à des privations multiples et croisées. Les femmes et les filles des bidonvilles sont confrontées au double problème d'une plus grande exposition au virus, étant donné que leur accès limité à l'hygiène et à l'espace, tandis que chaque jour de perte de revenus et d'éducation multiplie leurs vulnérabilités et les pousse encore plus loin en arrière.

Les femmes âgées de 15 à 49 ans sont surreprésentées dans les bidonvilles et les zones assimilables à des bidonvilles dans

**80%**  
des 59 pays en développement



31 <https://www.wider.unu.edu/publication/covid-19-and-lockdowns>

32 <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/harsh-realities-marginalized-women-in-cities-of-the-developing-world-en.pdf?la=en&vs=747#page=8>

33 <https://unhabitat.org/covid-19-exposes-the-harsh-realities-of-gender-inequality-in-slums>

34 <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33622/Gender-Dimensions-of-the-COVID-19-Pandemic.pdf>

35 <https://www.fastcompany.com/90483973/what-will-coronavirus-do-to-one-of-africas-largest-slums>

## 3. Ripostes contre la COVID-19

Le Groupe de travail sur la communication des risques et l'engagement communautaire (CREC) (2017)<sup>36</sup>, qui a réfléchi aux ripostes apportées par les acteurs humanitaires au virus Ebola, a observé que les contextes urbains présentent des niveaux élevés de densité, de diversité, de connectivité et de changement qui créent des dynamiques sociales complexes en constante évolution dans le temps. C'est ce qui a également été observé avec la COVID-19. Les réponses sont de dimensions différentes, continuellement ajustées en fonction de l'évolution de la maladie, tout en atténuant les conséquences économiques et fiscales intrinsèques ou en répondant à la demande des pays voisins de poursuivre les échanges commerciaux.

### 3.1. Les ripostes nationales en bref

Dans leurs plans d'intervention contre la COVID-19, la plupart des pays africains ont institué des mesures de contrôle allant de la restriction des mouvements interrégionaux à un confinement total au niveau local, provincial ou national. Certains pays, l'Algérie par exemple, ont mis en place des mesures de confinement dans les zones les plus touchées et les plus à risque. Le Tableau 1 présente un aperçu des interventions des gouvernements africains. Presque tous les pays africains ont élaboré des plans d'intervention et créé des groupes de travail chargés de fournir des orientations politiques et stratégiques pour faire face à la pandémie.

Tableau 1. Mesures nationales mises en place en Afrique

Mesures	Pays
Fermeture des frontières et suspension des vols internationaux	Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cameroun, Tchad, Congo, Djibouti, RDC, Égypte, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Kenya, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Togo, Tunisie, Ouganda, Zimbabwe
Fermeture d'écoles	Algeria, Angola, Cameroon, Chad, Djibouti, Egypt, Equatorial Guinea, Eritrea, Ethiopia, Gambia, Ghana, Guinea, Ivory Coast, Kenya, Liberia, Libya, Madagascar, Malawi, Mali, Morocco, Niger, Nigeria, Rwanda, Seychelles, South Sudan, Togo, Tunisia, Uganda, Zambia,
Déclaration de l'état d'urgence	DRC, Equatorial Guinea, Ethiopia, Guinea, Guinea-Bissau, Liberia, Libya, Malawi, Morocco, Mozambique, Namibia, Senegal, Sierra Leone, South Africa
Confinement (confinement total ou des zones/ régions à haut risque	<b>Confinement total</b> : Angola, Botswana, Cap Vert (Boa Vista mis en quarantaine), Congo, Djibouti, Erythrée, Libéria, Malawi, Rwanda, Sierra Leone, Tunisie, Ouganda, Zimbabwe. <b>Confinement partiel</b> : Algérie (touchant la province de Blida); Benin (pour 15 villes), RDC (Kinshasa), Gabon (Libreville), Ghana (le Grand Accra), Namibie (Erongo et Khom comme régions), Nigeria (Lagos & Abuja), Soudan (Khartoum).
Restriction des mouvements interrégionaux/internes	Central African Republic, Equatorial Guinea, Eswatini, Guinea, Ivory Coast, Kenya, Mauritius, Mozambique, Namibia, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, South Africa, Sudan.

36 CREC (2017) Learning from the Ebola Response in cities research, by L. Campbell and L. M. Morel; in <https://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/alnap-urban-2017-ebola-communication-community-engagement.pdf>

<b>Interdiction des activités de groupe et des rassemblements sociaux</b>	Algérie, Benin, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Djibouti, Guinée Equatoriale, Eswatini, Gambie, Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire, Kenya, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe
<b>Couvre-feux nocturnes</b>	Algérie, Burkina Faso, Tchad (certaines régions), Congo, Égypte, Guinée, Côte d'Ivoire, Kenya, Libye, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maurice, Niger, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Togo, Ouganda,
<b>Quarantaine obligatoire pour les voyageurs entrants</b>	Bénin, Burundi, République centrafricaine, Eswatini, Kenya, Mozambique, Niger, Tanzanie, Tunisie, Zambie,
<b>Port obligatoire de masques (dans tout le pays ou dans les zones à haut risque)</b>	<b>Dans tout le pays :</b> Cameroun, Djibouti, Guinée équatoriale, Kenya, Liberia, Madagascar, Rwanda. <b>Masques dans les zones à haut risque uniquement :</b> Bénin, Côte d'Ivoire (Abidjan)
<b>Fermeture de tout ou partie des entreprises non essentielles (y compris les marchés, les restaurants, les bars ou les boutiques)</b>	<b>Tout est fermé :</b> Cap-Vert, Tchad, Égypte, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Soudan du Sud, Zimbabwe ; <b>Restaurants et bars fermés :</b> Algérie, Burkina Faso, Gambie, Kenya, Libye
<b>Suspension des transports publics ou réduction de la capacité</b>	<b>Suspension des transports publics :</b> Tchad, Djibouti, Erythrée, Guinée Bissau, Madagascar, Ouganda, <b>Réduction de la capacité de transport:</b> Cameroun, Kenya, Mali
<b>Mesures de sauvetage économique pour le public et les entreprises (baisse des taux d'intérêt, réductions d'impôts, renflouement des entreprises/institutions, versements en espèces, distribution de nourriture, eau et électricité gratuites,</b>	Afrique du Sud, Égypte, Gabon, Kenya, Liberia, Mauritanie (par l'intermédiaire du PAM), Maroc, Maurice, Namibie, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Soudan, Togo, Tunisie, Zambie, RDC
<b>Libération de prisonniers</b>	Éthiopie, Maroc, Nigeria, Tunisie, Cameroun
<b>Création d'un fonds d'urgence</b>	Éthiopie, Gabon, Liberia, Malawi (par la BM), Mali, Mauritanie (par la BM), Maroc, Namibie, Niger (par la BM), Nigeria, Rwanda (par le FMI), Sao Tomé-et-Principe (par la BM), Sénégal, Soudan du Sud (par la BM), Tunisie, Zambie,
<b>Introduction de nouvelles lois ou lignes directrices pour l'application de mesures, y compris le contrôle des prix</b>	Ghana, Liberia, Madagascar, Mali, Nigeria, Afrique du Sud,
<b>Actions directes dans le secteur de la santé - soutien financier au ministère de la Santé, recrutement de travailleurs de la santé, assurance pour les travailleurs de première ligne, équipement du personnel, désinfection des villes, installations de dispositifs de lavage des mains dans les lieux publics</b>	Égypte, Éthiopie, Ghana, Liberia, Burundi (Bujumbura), Kenya, Malawi, Niger, Nigeria, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal,
<b>Mesures/atténuation de la situation économiques/ (par exemple, fermeture des marchés boursiers)</b>	Maurice
<b>Subventions au loyer pour les ménages vulnérables</b>	Gabon, Guinée

Source: COVID-19 des pays africains et les mesures qui en découlent

## 3.2. Les ripostes des collectivités locales et régionales

### 3.2.1. Gouvernements locaux et municipaux : acteurs clés de la gestion des crises

A la faveur de la vague de décentralisation en cours en Afrique, le secteur de la santé est devenu avec l'éducation et l'assainissement l'une des compétences transférées aux autorités locales et infranationales. En outre, comme les densités de population urbaine sont très élevées, notamment dans les bidonvilles et autres établissements informels, les autorités locales et infranationales sont des acteurs clés dans la lutte contre les épidémies et d'autres catastrophes nationales.

Les principales compétences des gouvernements locaux et régionaux en matière de gestion des crises sont les suivantes

- la sensibilisation par la fourniture d'informations,
- l'éducation et la communication ;
- la mise en œuvre de mesures de protection ;
- la mise à niveau des installations sanitaires de base ;
- la fourniture de services de premiers secours à la population ;
- l'action immédiate pour apporter des secours à la population ;
- la création de conditions favorables à la réinstallation après une catastrophe ;
- le soutien à l'économie et aux entreprises locales, et
- l'aide à la réintégration post-catastrophe des sections de population touchées.

### 3.2.2. Résumé des mesures prises par les autorités locales et municipales en réponse à la COVID-19

La riposte des gouvernements locaux et infranationaux à l'épidémie de COVID-19 a été diverse et a inclus des mesures conventionnelles pour contrôler la propagation de la maladie, la mise en place de confinements et de couvre-feux, la fourniture d'orientations sur la distanciation sociale et des mesures visant à atténuer les impacts sociaux de la pandémie.

Les autorités de villes comme Abidjan, Johannesburg et Lagos ont livré du matériel de santé et des Equipements de protection individuelle (EPI) (gants, masques, blouses jetables, eau de javel, dispositifs de lavage des mains, lits d'hôpital et matériel d'isolement) aux communautés, aux travailleurs sociaux et aux centres de santé. À Sousse, N'Djamena et Rabat, la municipalité stérilise quotidiennement les espaces publics pour contribuer à freiner la maladie. Face à l'interruption des services de taxi et de bus, l'autorité de la capitale Kampala (KCCA) a mis en place 29 sites avec des ambulances pour assurer le transport des personnes en situation d'urgence sanitaire.

À Nairobi, Kinshasa et Niamey, les autorités nationales, en coordination avec les autorités locales, ont choisi d'isoler certaines de leurs villes, devenues des épicycles de l'épidémie, du reste du pays pour éviter qu'elles ne deviennent un vecteur de contamination nationale. Pour des raisons pratiques, le trafic de marchandises est exempté mais tous les véhicules de ce type quittant ces villes sont arrêtés, contrôlés et chaque voyage doit être justifié.

La COVID-19 a mis en avant plusieurs défis à relever par les gouvernements locaux, mais a également souligné leur rôle indispensable dans la mise en place d'une riposte efficace à la pandémie lorsqu'ils disposent de moyens et de responsabilités adéquats. Pourtant, leur potentiel n'a pas été pleinement exploité. Dans de nombreux cas, les gouvernements locaux n'ont pas pleinement assumé la responsabilité de la réponse à la crise, agissant principalement comme des intermédiaires pour les directives du gouvernement central plutôt que de diriger la réponse au niveau local en adaptant les activités et les interventions aux conditions locales. De nombreuses collectivités locales ont fait preuve d'un esprit louable d'initiative en essayant d'engager d'autres partenaires, de mobiliser des financements supplémentaires et d'étendre la portée de leurs activités au-delà de ce qui a été établi par le gouvernement central. Mais ces gouvernements sont peu nombreux, et leur initiative a attiré des financements et un soutien institutionnel inadéquats. La COVID-19 offre une opportunité de repenser le rôle des gouvernements locaux et de tester de nouvelles solutions.

Tableau 2 : Les mesures des collectivités locales et des villes dans la lutte contre la Covid-19

Villes	Actions
Nairobi (Kenya) Kinshasa (RDC) Niamey (Niger)	Confinement: barrages routiers érigés ; contrôler les allées et venues des habitants ; exception du trafic de marchandises.
<b>Technologies de l'information et de la communication</b>	
Tétouan (Maroc)	Accélération de la transition vers les services en ligne  Fin définitive de l'utilisation des supports papier Passer à la numérisation de ses services et prestations au nom des utilisateurs.
Johannesburg (Afrique du Sud)	Aide à la recherche et au suivi des personnes potentiellement exposées
<b>Eau</b>	
Harare (Zimbabwe)	Augmentation de la production d'eau de 173 méga litres à 240 méga litres par jour depuis le 20 avril 2020 Accès à l'eau pour toutes les banlieues.
Zaire (Angola)	Mise à disposition des municipalités d'un réservoir d'eau  Approvisionnement en eau potable des zones reculées de la région dans le cadre des mesures de prévention et de confinement suite au Covid-19
<b>Les sans-abris et les migrants</b>	
Fez (Maroc)	Identification d'un site d'accueil pour les populations migrantes Nettoyage de ses différentes dépendances (dortoirs, WC, cuisines, ....) installation de lampadaires Réparation des douches à l'eau chaude.  Livraison de commodités (telles que couvertures, lits et nourriture, les premières fournitures)  Livraisons de produits alimentaires
Dori (Burkina Faso)	Mise en place d'un fonds commun de solidarité (pour soutenir les personnes qui ne sont plus actives suite à des mesures d'endiguement).
Dakar (Senegal)	Aide alimentaire dans les 19 communes de la ville
Machakos (Kenya)	Exemption du paiement des factures d'eau entre mai et décembre 2020. L'accès à l'eau potable pour tous

Source: Base de données de CGLUA (2020) sur la riposte à la COVID-19 au niveau des gouvernements locaux

## 4. Conclusions et recommandations

### 4.1. Conclusions

Selon la Banque mondiale, l'épidémie du COVID-19 devrait déclencher la première récession en Afrique subsaharienne depuis 25 ans, avec une croissance prévue entre -2,1 et -5,1 en 2020, contre un modeste taux de 2,4 % en 2019<sup>37</sup>. Les niveaux de la dette publique et les risques liés à la dette augmentent, ce qui pourrait compromettre la viabilité de la dette dans certains pays.

Dans la plupart des cas, les villes et les collectivités locales africaines se sont vu attribuer des responsabilités limitées dans la lutte contre la pandémie du COVID-19 et pourraient continuer à jouer un rôle marginal pendant le redressement et la reconstruction socio-économique post-pandémique. Une récente modélisation de l'analyse des risques, entreprise pour soutenir la prise de décision sur les mesures de prévention, de préparation et de réponse, et pour aider à prévoir l'évolution probable de l'épidémie du COVID-19 au niveau national, montre que les pays africains seront les plus exposés. Les résultats de deux applications de modélisation multisectorielle - l'indice d'analyse des risques COVID-19 dirigé par l'OCHA et l'indice<sup>38</sup> de risque INFORM COVID-19<sup>39</sup> - indiquent que les pays suivants figureront parmi les dix premiers en termes d'indice de risque le plus élevé : Le Soudan du Sud, la République centrafricaine, la Somalie, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Tchad, le Soudan, le Burkina Faso et le Malawi.

Compte tenu des impacts économiques et fiscaux de la COVID-19 sur les économies nationales et de la nécessité de s'assurer que les populations ont accès à une alimentation, un logement, une eau et des installations sanitaires adéquats ainsi qu'à des informations fiables, la nécessité d'accroître et de préciser le rôle des gouvernements locaux devient évidente. Ces autorités sont importantes pour faire progresser l'engagement communautaire, soutenir la communication et la sensibilisation aux risques

et faciliter les mesures d'adaptation. On peut s'appuyer sur le principe de subsidiarité sans affecter le rôle central du gouvernement national et des partenaires privés, bilatéraux ou multilatéraux.

La COVID-19 a montré qu'il est important de réhabiliter la fonction de stabilisation et de redistribution des transferts financiers du gouvernement national vers les gouvernements locaux et régionaux. Les systèmes de subventions aux territoires doivent en particulier soutenir les gouvernements locaux dans leur rôle d'accélération du développement économique local, afin que la croissance des économies locales soutienne la création et la redistribution des richesses au niveau national. Les systèmes de subventions anticycliques pour les gouvernements locaux sont plus nécessaires que jamais, en particulier en Afrique où l'ouverture des économies à la mondialisation entraîne une grande sensibilité des finances publiques aux fluctuations cycliques des marchés mondiaux. Le renforcement des économies locales est l'une des réponses les plus efficaces pour réduire la sensibilité des économies nationales aux pandémies comme la COVID-19 et aux cycles de l'économie mondiale.

### 4.2. Recommandations politiques

La COVID-19 a révélé la grande vulnérabilité des Africains aux effets des chocs, et leur capacité limitée à atténuer et à se remettre des impacts associés. Les villes africaines continuent de se développer rapidement dans des conditions caractérisées, entre autres, par de graves déficits en matière d'infrastructures et de services, l'absence d'emplois productifs adéquats et la faiblesse des capacités et des institutions de planification et de gestion. L'informalité, la pauvreté et l'inégalité persistent comme une manifestation des contraintes structurelles sous-jacentes de l'urbanisation de l'Afrique. Dans ces conditions, et en l'absence de réponses politiques délibérées et d'investissements adéquats, les villes pourraient bien devenir un handicap pour une croissance et une transformation futures inclusives et résilientes. Si la COVID-19 présente de nombreux défis dans les villes africaines, il offre également des opportunités considérables pour redéfinir et revigorer les efforts visant à mieux planifier et gérer l'urbanisation. Il est plus important que jamais de s'attaquer aux causes profondes des dynamiques urbaines non planifiées, sous-financées et non coordonnées en Afrique. Le rôle des villes et des gouvernements locaux est central à cet égard,

37 <https://www.worldbank.org/en/region/afr/overview>

38 Contact: OCHA Humanitarian Financing Strategy and Analysis Unit (ocha-hfrmd-hfsa@un.org). Sources of information for the indicators include DESA, INFORM, Journal of American College of Cardiology, Open Street Map, UNDP, UNESCO, UNHCR, UNICEF, UN-STATS, WHO, WFP/IPC, and the World Bank.

39 INFORM is a multi-stakeholder forum for developing shared, quantitative analysis relevant to humanitarian crises and disasters. INFORM includes organizations from the humanitarian and development sectors, donors, and technical partners. The Joint Research Centre of European Commission is INFORM scientific and technical lead.

étant donné leur rôle central dans les efforts de réponse, de redressement et de reconstruction.

Pour relever de manière adéquate les défis créés par la COVID-19 à l'échelle urbaine et par l'intermédiaire des gouvernements locaux, cinq implications clés ont été identifiées et des actions sont proposées pour chacune d'entre elles en tant qu'interventions à court, moyen et long terme, menées par les gouvernements nationaux avec le soutien de l'Union africaine et des communautés régionales.

#### 4.2.1. Appliquer des stratégies de communication locale et d'engagement communautaire

- Soutenir la production et la mise en œuvre de stratégies locales de communication sur la COVID-19 et la gestion sanitaire en milieu urbain.
- Mettre en œuvre des stratégies urbaines et locales afin d'améliorer l'engagement des communautés multipartites dans les mesures de prévention et de gestion de la COVID-19.
- Cartographier et mettre à jour les données sur les groupes vulnérables afin de garantir un soutien fondé sur des preuves aux ménages exposés, notamment par des approches communautaires.
- Mettre en place des systèmes intégrés de gestion des données urbaines et locales pour surveiller et mesurer les indices de développement humain et de risque afin de faciliter la prise de décisions fondées sur des données probantes.

#### 4.2.2. Soutenir les PME et l'économie informelle

- Apporter un soutien financier aux secteurs clés de l'économie tout en profitant d'incitations fiscales telles que des exonérations fiscales et des réductions de taxes, en fournissant des liquidités et en réduisant les taux d'intérêt.
- À court terme, le cas échéant, réduire ou supprimer les frais de prestation de services clés tels que l'eau, l'énergie, les transports publics, l'assainissement et l'accès aux toilettes publiques.
- Accorder des prêts assortis d'un moratoire aux PME afin d'améliorer leur productivité et d'éviter les licenciements.
- Prévoir des renflouements financiers à court terme et des exemptions pour les PME afin de limiter les baisses de productivité et d'emploi.

- Fournir une protection sociale aux personnes qui occupent des emplois urbains informels, tout en poursuivant des programmes de travaux publics et à forte intensité de main-d'œuvre pour la création d'emplois à moyen terme.

#### 4.2.3. Approfondir les ripostes décentralisées à la COVID-19 par le renforcement des capacités des gouvernements locaux

- Soutenir les villes et les gouvernements locaux pour élaborer des ripostes participatives à la COVID-19, des plans de redressement et de reconstruction liés aux stratégies nationales.
- Mettre en place des mécanismes locaux de détection précoce et de prévention de la violence à l'égard des femmes et des enfants.
- Encourager les partenariats entre le secteur public, le secteur privé, les organisations communautaires et les autorités locales pour une réponse holistique aux impacts de la COVID 19.
- Réaffecter et moderniser les espaces publics, les installations, les centres de transport et les marchés pour faciliter la prévention et la gestion de la COVID 19.
- Soutenir la mise en place de systèmes locaux d'e-gouvernance et de capacités connexes pour l'efficacité de la prestation de services et de l'administration (TIC, accès à l'information, éducation et la connectivité)
- Intégrer dans le plan de relance national des subventions, des transferts forfaitaires et l'injection directe de ressources financières dans les économies locales afin de protéger les marges budgétaires et de favoriser la reprise économique locale.
- Effectuer une analyse spatiale désagrégée des impacts et des ripostes à la COVID 19 à tous les niveaux (national, sous-régional et local).
- Évaluer la capacité financière et la capacité des gouvernements locaux à développer un nouveau plan pour renforcer les revenus financiers locaux.

#### 4.2.4. Cibler les établissements informels par des mesures adaptées

- Fournir des services de soins de santé anti-COVID 19 adaptés aux établissements informels en tenant compte du caractère unique et élevé de leur vulnérabilité (eau, assainissement, gestion des déchets).

- Mettre en place des systèmes participatifs de collecte de données dans les établissements informels afin d'identifier les lacunes et de faciliter la coordination des interventions entre les différents acteurs (communautaires, locaux, nationaux).
- Étudier le profil des citoyens pauvres en fonction du sexe et de la ville dans les bidonvilles et les établissements informels et en tenir compte dans les interventions d'urgence, de redressement et de développement, notamment en ce qui concerne les femmes et les filles, les migrants, les personnes handicapées, etc.
- Par une approche de planification participative, conception d'un plan de base des rues pour améliorer la connectivité au sein du quartier afin de créer une « distance minimale » entre les différentes parties de l'établissement informel ciblé et de mettre en place les principales infrastructures (conduites d'eau, réseau électrique, etc.).
- Promouvoir l'agriculture urbaine dans des sites appropriés, ainsi que des systèmes de rotation pour accéder aux marchés afin d'éviter la surpopulation et l'accès aux principaux services de base (eau, assainissement, gestion des déchets, énergie).
- Élaborer des plans de régénération et de restructuration des établissements informels à intégrer dans les priorités et les stratégies nationales afin de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité.

#### 4.2.5. Mettre en place des mécanismes pour promouvoir un accès rapide au logement et prévenir les expulsions forcées

- Fournir un hébergement temporaire et d'urgence aux personnes infectées par la COVID-19 en tirant parti de l'utilisation d'espaces sous-utilisés et en réaménageant les bâtiments pour augmenter l'offre de logements ;
- Introduire des mesures visant à garantir le droit au logement pour tous par le biais de moratoires sur les expulsions et la suspension des coûts des services publics et des surcharges dans la mesure du possible pendant la durée de la pandémie.

- Comblent le manque de données sur le logement en collaboration avec les instituts nationaux de statistiques (profil du logement, données sur le système d'occupation, le logement locatif, le financement et la disponibilité des terres) ; et réviser les politiques et stratégies de logement à moyen terme.

#### 4.2.6. Intégrer la planification et la gestion urbaines en tant que priorités essentielles des stratégies de redressement et de reconstruction en vue d'une résilience à long terme

- Collecter des données sur le tissu urbain par le biais d'un exercice de profilage de la ville pour évaluer l'impact de la COVID 19 et intégrer les priorités de planification et de gestion urbaines dans les plans nationaux de relance et d'incitation.
- S'attaquer aux facteurs structurels et sous-jacents de la vulnérabilité des villes aux chocs et au stress, notamment par des investissements dans les infrastructures, les services et la création d'emplois pour assurer la résilience.
- Intégrer l'urbanisation et la gouvernance locale en tant que facteurs critiques pour la reprise et la résilience nationales et économiques en tirant les leçons de la COVID-19 ; et adapter les politiques urbaines nationales au nouveau contexte.
- Intégrer la dimension santé dans le processus et les mécanismes d'aménagement du territoire, en particulier dans les villes secondaires, et renforcer les compétences des urbanistes, des autorités locales et des planificateurs du développement national pour intégrer la santé dans la planification et la gestion urbaines ;
- Promouvoir une relance et une reconstruction écologiques, notamment en développant des infrastructures permettant de diversifier la mobilité sûre et écologique grâce aux transports publics de masse et aux systèmes de transport non motorisés, ainsi qu'en créant des emplois verts dans les villes.

# Bibliographie

ECA, 2020. Covid-19 in Africa: Protecting Lives and Economies. United Nations Economic Commission for Africa, Addis Ababa, Ethiopia. ECA, GBC Health and Aliko Dangote Foundation, 2019.

ECA, Healthcare and Economic Growth in Africa. Addis Ababa, Ethiopia.

United Nations Office for Disaster Risk Reduction, Initial COVID-19 Engagement Strategy

United Nation, Press Release, A new normal: UN lays out roadmap to lift economies and save jobs after COVID-19

UN-Habitat, COVID-19 Response Plan, April 2020 [https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/04/final\\_un-habitat\\_covid-19\\_response\\_plan.pdf](https://unhabitat.org/sites/default/files/2020/04/final_un-habitat_covid-19_response_plan.pdf)

Cameroon, Plan de Riposte a Pandemie Mondiale COVID-19: Stopper la Propagation de la Pandemie

Fourie, Frederick. 2018. The South African Informal Sector: Creating Jobs, Reducing Poverty. Cape Town, HSRC Press.

ILO 2020. The impact of COVID-19 on the informal economy in Africa and the related policy responses. [https://www.ilo.org/africa/information-resources/publications/WCMS\\_741864/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/africa/information-resources/publications/WCMS_741864/lang--en/index.htm).

Statistics South Africa. 2020. Business impact survey of the COVID-19 pandemic in South Africa. <http://www.statssa.gov.za/publications/Report-00-80-01/Report-00-80-01April2020.pdf>.

UNCDF. 2020a. Uganda Business Impact Survey 2020. <https://www.uncdf.org/article/5634/ugandabusiness-impact-survey-2020>.

World Observatory on Subnational Government Finance and Investment. 2020. <http://www.sng-wofi.org/>

Bowen, William M.; Haynes, Marie Ellen; and Rosentraub, Mark S. 2006. Cities, Tax Revenues, and a State's Fiscal Future: The Value of Major Urban Centers. Public Budgeting and Finance, Spring 2006, vol. 26, Issue. 1, pp. 47-65.

ECA 2020. State of Urbanization in Africa: The Role of Cities in Domestic Resource Mobilization, Addis Ababa, Ethiopia (Unpublished)

Haiqiang Chen, Wenlan Qian and Qiang Wen, 2020. The Impact of the COVID-19 Pandemic on Consumption: Learning from High Frequency Transaction Data in Journal of Economic Literature, pp 1-52

Medina, Leandro, Andrew Jonelis, and Mehmet Cangul. 2016. The Informal Economy in Sub-Saharan Africa: Size and Determinants. IMF Working Paper WP/17/156.

UNCDF 2020b. Impact of COVID-19 on Local Government Fiscal Space and Service Delivery in Uganda. <https://www.uncdf.org/article/5665/impact-of-covid-19-on-lgs-and-service-delivery-in-uganda>.

Brookings Institute, 2019. Poverty in Africa is now falling—but not fast enough. <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2019/03/28/poverty-in-africa-is-now-falling-but-not-fast-enough/>

Global Health Security Index (GHS Index), 2019. 2019. <https://www.ghsindex.org/>

International Labour Organization (ILO), 2017. World Social Protection Report.

[https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_604882.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_604882.pdf)

International Labour Organization (ILO), 2018. Women and Men in the Informal Economy: A Statistical

Picture. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_626831.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf)

JP Morgan Institute, 2016. Cash is King: Flows, Balances, and Buffer Days Evidence from 600,000 Small Businesses.

World Bank, 2020. World Development Indicators. <https://databank.worldbank.org/source/worlddevelopment-indicators>

World Health Organization (WHO), 2019. World Health Statistics 2019.

<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/324835/9789241565707-eng.pdf?sequence=9&isAllowed=y>

Shelter Afrique, contribution to the UN-Habitat report on the impact of Covid 19 in the Affordable Housing delivery and Urban Development space in Africa

The African rental housing conference, Formal rental housing in sub Sahara-Africa: Opportunities for providing affordable housing for all

Flas Report COVID 19 - SNU GUINEE, Leçons de résilience des non-lotis de Ouagadougou face au COVID 19, Leandre Guigma

FAO, Programme de réponse de la FAO Sénégal

UNDP Burkina Faso, Support to the National Response to Contain the Impact of COVID-19

## Références

Africa Center for Strategic Studies, African Adaptations to the COVID-19 Response (15 April 2020) available at <https://africacenter.org/spotlight/african-adaptations-to-the-covid-19-response/>

Biau, Daniel, The post-COVID-19 urban challenges in Africa, Milken Institute, w22 May 2020, [covid19africawatch.org/urbanization-and-covid19-in-africa/](https://covid19africawatch.org/urbanization-and-covid19-in-africa/)

Bowen, William M.; Haynes, Marie Ellen; and Rosentraub, Mark S. 2006. Cities, Tax Revenues, and a State's Fiscal Future: The Value of Major Urban Centers, in Public Budgeting and Finance, Spring 2006, vol. 26, Issue. 1, pp. 47-65.

Boyd Cohen, What Exactly Is A Smart City? Fast Company, (19 September 2012) available at <http://www.fastcoexist.com/1680538/what-exactly-is-a-smart-city>.

Chidi Anselm Odinkalu, African elections and COVID-19: A crisis of legitimacy, in The New Humanitarian, (27 April 2020) available at <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2020/04/27/Africa-coronaviruselections>

Dullah Omar Institute, Municipalities and COVID-19: What the national disaster management directions mean for municipal governance, available at <https://dullahomarinstitute.org.za/multilevel-govt/localgovernment-bulletin/volume-15-issue-1-march-2020/municipalities-and-covid-19-what-the-nationaldisaster-management-directions-mean-for-municipal-governance>

ECA 2020. State of Urbanization in Africa: The Role of Cities in Domestic Resource Mobilization, Addis Ababa, Ethiopia (Unpublished)

Haiqiang Chen, Wenlan Qian and Qiang Wen, 2020. The Impact of the COVID-19 Pandemic on Consumption: Learning from High Frequency Transaction Data in Journal of Economic Literature, pp 1-52

Thomas Herman et al (eds), Covid-19: Initial Responses Of Certain African Countries (30 April 2020)

Herbert Smith Freehills available at <https://www.herbertsmithfreehills.com/latest-thinking/covid-19-initialresponses-of-certain-african-countries-africa>

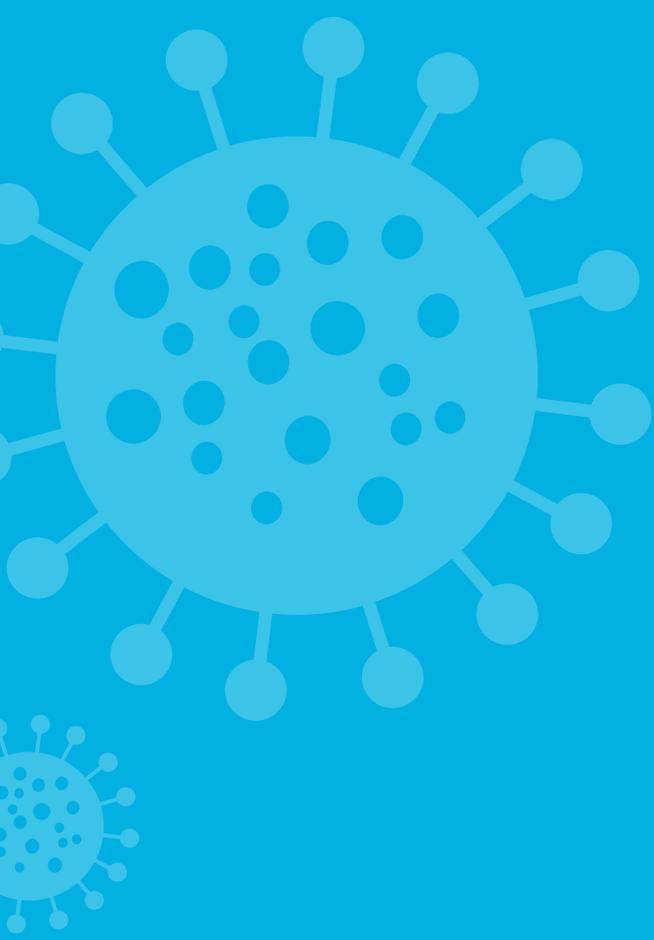
UN-Habitat, Human Rights, Rule of Law and the New Urban Agenda: Urban Legal Case Studies Volume 11 (UN-Habitat 2020).

World Bank, Governance and the Law, (World Bank 2017).

In addition to the earlier ECA report on COVID-19 ([https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/eca\\_covid\\_report\\_en\\_24apr\\_web1.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/eca_covid_report_en_24apr_web1.pdf)), the latest ECA report on lockdown exit strategies can be found at: [https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/ecarprt\\_covidexitstrategis\\_eng\\_9may.pdf](https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/ecarprt_covidexitstrategis_eng_9may.pdf)







**ONU HABITAT**  
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN



**UCLG AFRICA**  
United Cities and Local Governments of Africa  
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique  
**CGLU AFRIQUE**



**SHELTER AFRIQUE**  
Financing Affordable Housing for Africa